

# ETAT DES LIEUX DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ORGANISATIONS DANS LES PAYS DE LA MÉDITERRANÉE

## CONTRIBUTION DE L'APG (PORTUGAL)

**Luis Bento**  
APG, Portugal

Partageant une identité culturelle et historique commune sur de nombreux points, les pays méditerranéens ont des approches politiques, économiques et sociales différentes. En effet, les pays méditerranéens se caractérisent par une proximité manifeste au niveau économique, avec le développement des échanges bilatéraux concernant des enjeux comme les fusions-acquisitions, et les délocalisations d'entreprises.

Cependant, des divergences profondes existent également dans l'espace Euroméditerranéen en termes politiques en ce qui concerne principalement le rôle de l'Etat, la question religieuse, les modèles de développement économique mais aussi les modèles de démocratie.

Ces dernières années, la Méditerranée est devenue ou plutôt redevenue un espace d'intérêt commun et de partage pour les pays des deux rives : recherche des traces d'identité communes, de dialogue, de redécouverte et de connaissance mutuelle.

Le projet AGORA RH apporte une contribution très importante à cette mission de partage et de dialogue afin de faire émerger nos différences culturelles de notre similarité euroméditerranéenne : la proximité différentielle.

Le concept de Responsabilité Sociale des Organisations, s'appuie sur des référentiels communs et défend une approche partagée et commune à l'ensemble des pays de l'espace Euroméditerranéen, en particulier en ce qui concerne le rôle de l'État dans la promotion de la RSO et la prise en compte au plus haut niveau des questions environnementales.

Des divergences au sein de l'espace euroméditerranéen peuvent toutefois être soulignées en particulier les différents niveaux de certification de la Responsabilité Sociale au niveau des entreprises – notamment en Italie – sans pour autant parler d'une réelle fracture dans la vision euroméditerranéenne de la RSO.

Les travaux de l'Institut ISO sur la norme ISO 26000<sup>1</sup> avancent très vite et la normalisation de cette certification pourrait développer et promouvoir une approche plus gestionnaire que politique.

---

1 la fin des travaux est prévue pour 2008

L'engagement des acteurs et des parties prenantes – Etat, entreprises, syndicats, associations d'entrepreneurs, associations de Ressources Humaines, associations de formateurs, instituts de normalisation et de qualité – a été très important lors des événements organisés au Portugal, au Maroc, en Algérie, en Italie, en Tunisie, et en France.

La législation est sensiblement différente en matière d'application, de forme et de contrôle de la conformité mais on ne peut pas noter de différences notables concernant le contenu. Aujourd'hui, un espace d'influence partagée entre les systèmes législatifs européens d'un côté et de la rive Sud de la Méditerranée de l'autre semble établi.

Dans le cadre du projet Agora RH, l'équipe de travail consacrée au thème de la RSO a opté pour l'élaboration d'une « fiche d'identité en matière de RSO » pour chaque pays afin de travailler sur une trame commune aux pays membres. L'objectif de cette démarche est de faciliter le travail d'interprétation et de comparaison mais surtout prendre des décisions qui tiennent compte des spécificités de chaque pays.

Les fiches pays<sup>2</sup> sont le reflet des différentes approches de RSO dans les pays de l'AGORA RH. Dans ce qui suit, nous allons essayer de présenter un état des lieux qui retrace les similitudes et les divergences en matière de RSO entre les différents pays.

La situation actuelle de la Responsabilité Sociale des Organisations dans l'espace Euroméditerranéen

D'après le classement annuel du « National Corporate Social Responsibility Rating 2005 », de l'organisation « Accountability », les pays du projet Agora RH<sup>3</sup> sont classés en fonction de leur niveau de Responsabilité Sociale :

Pays	Position
France	17
Slovénie	19
Espagne	21
Portugal	27
Italie	35
Maroc	60
Algérie	82

Les critères de classification pris en compte sont :

2 Un exemple est donné en Annexe

3 Les données pour la Tunisie ne sont pas disponibles

• **Au niveau Interne :**

Les entreprises, la gouvernance des entreprises, les pratiques éthiques et le développement du capital humain ;

• **Au niveau Externe :**

Les entreprises, l'action de la société civile et le niveau de management de l'environnement.

Le tableau révèle des différences entre les pays du projet Agora RH, plus en termes de niveau que de contenu, malgré des différences en termes de politiques sociales, économiques et environnementales.

Malgré des différences culturelles, le classement permet de comparer les pays entre eux en analysant chaque position et en instaurant une dynamique de Benchmarking qui permette de fixer des objectifs communs.

D'autres indicateurs<sup>4</sup>, nombre de certifications et de classifications par rapport à la compétitivité par exemple, peuvent être pris en compte mais cela n'entraîne aucun changement significatif dans le classement.

Les travaux de recherche effectués dans le cadre du projet<sup>5</sup> ont abouti à un accord concernant les critères de classification.

Il sera intéressant de continuer à travailler pour faire émerger un consensus concernant un certain nombre de critères pour offrir des possibilités de comparaison. Ce pourrait être l'occasion de continuer cette réflexion dans le cadre d'AGORA RH 2 afin de déterminer des points communs et des convergences plus claires et plus significatives.

Une première synthèse des travaux entrepris dans le cadre du projet Agora RH  
Durant les travaux de recherche, basés sur des enquêtes, entretiens et informations juridiques et normatives, plusieurs scénarii ont pu être élaborés.

La France adopte une vision très normative de tous les aspects concernant le développement de la RSO, à la différence du Maroc où le gouvernement s'appuie sur l'engagement de la société civile. Le Portugal quant à lui s'appuie sur la force de plusieurs approches idéologiques, l'Algérie sur une intervention plus active du gouvernement, la Tunisie sur l'influence du Pacte Global, l'Italie sur la certification SA 8000, et l'Espagne sur plusieurs réseaux. Ainsi, tous les pays de la Méditerranée, certes à des niveaux et à des rythmes différents, sont impliqués dans une démarche de RSO.

---

4 World Economic Forum, GRI Initiative, BM

5 Voir les résultats en annexe



En ce qui concerne la méthodologie de travail, les difficultés linguistiques – le Français étant la langue officielle du programme INTERREG IIIC, les problèmes de terrain très techniques, les contraintes budgétaires et la disponibilité des entreprises et des institutions ont posé des problèmes aux partenaires afin d'obtenir des informations fiables et vérifiables.

De plus, les difficultés à trouver un lexique commun à tous les pays, les différents niveaux de développement des entreprises et des institutions ont rendu les comparaisons entre pays très difficiles.

Les événements organisés par les partenaires - colloque au Maroc, Université de l'IAS en Tunisie et en Algérie, Conférences au Portugal, Conférences en Italie et en France, débats en Espagne – ont permis de lancer des idées, de clarifier les étapes et, surtout, d'engager les parties-prenantes dans un processus de construction d'une approche nationale de la RSO dans chaque pays, dans le cadre de référentiels internationaux approuvés par l'ensemble des protagonistes.

La question de l'environnement et, notamment, du management de l'environnement a créé des difficultés de comparaison à cause de réalités et de préoccupations différentes, avec aussi différents états de développement de chaque législation nationale par rapport à des tendances mondiales.<sup>6</sup>

Le management de la RSO demande des modèles de gouvernance spécifiques, où les différents domaines de la RSO sont bien éclairés et basés sur des indicateurs très clairs. Pour cela, le « reporting » peut être un outil précieux sur les deux rives de la Méditerranée. Très développé en France, tel que le montre une étude récente de l'ORSE<sup>7</sup>, il est en train de se développer en Italie, au Portugal et en Espagne, mais reste sous-utilisé et presque inexistant dans les pays de la rive Sud.

6 Voir les contributions des pays

7 Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises

En ce qui concerne le dialogue social sur la RSO – syndicats, diverses parties prenantes, gouvernement – de nombreux problèmes encore non résolus sont ressortis des différents travaux.

Pour conclure, nous pouvons dire que, malgré des approches différentes dans les pays de l'espace Méditerranéen, des questions relatives à la Responsabilité Sociale des Organisations, il existe des points communs sur lesquels les pays doivent bâtir des coopérations plus actives et plus concrètes. Les préoccupations dans les différents pays sont similaires malgré un développement économique, social, législatif ou politique différent. La nature même du concept de Responsabilité Sociale invite des acteurs diversifiés à se pencher sur la question. Les associations de professionnels de la Fonction Ressources Humaines dans les entreprises constituent un vecteur de choix pour promouvoir la RSE dans l'espace Euroméditerranéen. A cet égard, le projet Agora RH a impulsé la réflexion au niveau des associations RH des différents pays. Cette réflexion doit maintenant être consolidée, approfondie et diffusée, aussi bien au niveau des autres associations de RH du bassin Méditerranéen qu'au niveau des entreprises et autres parties prenantes. Un projet Agora RH II pourrait contribuer sensiblement à l'atteinte de ces objectifs.